

20 mars 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation en Ukraine, la question climatique et sur les relations euro-africaines.

LE PRESIDENT : « Mesdames, Messieurs, le Conseil européen ce matin a commencé par la cérémonie de signature de la partie politique de l'accord d'association entre l'Union et l'Ukraine. Il fallait y voir essentiellement un symbole : celui de la solidarité de l'Europe à l'égard de l'Ukraine, à un moment où elle est menacée quant à son intégrité territoriale. L'accord d'association n'est pas encore complet puisqu'il devra être complété par la partie commerciale. Je voulais vous rappeler aussi les décisions prises par le Conseil européen - ce que je vous disais hier soir, ici même.

A la suite du rattachement de la Crimée à la Russie, des sanctions individuelles ont été adoptées, notamment à l'égard de 33 personnalités. Je ne vous donnerai pas la liste puisqu'il convient encore d'adopter les actes juridiques qui auront les conséquences que l'on sait, à la fois, sur la circulation de ces personnes et sur leurs avoirs financiers. La deuxième décision a été de suspendre et même d'annuler un certain nombre de réunions qui devaient avoir lieu, notamment celle entre l'Union européenne et la Russie. Enfin, il a été décidé de réduire les relations commerciales, économiques et financières entre l'Europe et la Crimée.

L'Europe souhaite par ailleurs être utile et ouvrir une possibilité de dialogue, de discussion, de négociation pour qu'il puisse y avoir une désescalade en Ukraine.

C'est le sens de la mission de l'OSCE qui doit être mise en place dans les prochains jours et qui permettra d'évaluer la situation et de préparer, dans les meilleures conditions, l'élection présidentielle du 25 mai en Ukraine. Si cette mission de l'OSCE ne pouvait pas être organisée dans de bonnes conditions avec les effectifs suffisants, ce serait une mission européenne qui, à ce moment-là, s'y substituerait.

Il y a eu aussi la décision d'aider massivement l'Ukraine à travers un soutien financier exceptionnel qui complète celui apporté par le FMI et par d'autres institutions.

Enfin, il y a la nécessité, j'allais dire l'obligation, de donner la parole au peuple ukrainien pour décider de son avenir. Tout doit être fait pour que l'élection présidentielle du 25 mai puisse se tenir dans des conditions d'impartialité, de liberté et de transparence.

Voilà pour l'Ukraine.

Ensuite, le Conseil européen a abordé la question du climat, vous savez que la France y est particulièrement attachée. D'abord pour des raisons de principe. Nous considérons qu'il y a un enjeu majeur pour nos économies et aussi pour nos populations : avoir une maîtrise de notre transition énergétique et avoir une diminution des émissions de gaz à effet de serre. Mais nous y tenons aussi parce que la France va organiser, à la fin de l'année 2015, la conférence sur le climat, pour faire en sorte que ce qui a échoué à Copenhague puisse réussir à Paris. Ce n'est pas gagné d'avance. L'Europe a nécessairement un rôle majeur à jouer.

Lequel ? Non pas d'être un meilleur élève que les autres au risque de perdre sa compétitivité, mais d'être capable de démontrer que la transition énergétique, c'est bon pour la santé des populations, c'est bon pour les générations futures et c'est bon pour l'économie. Et capable d'emmener ainsi un certain nombre de pays qui avaient été réticents - c'est le moins que l'on puisse dire à Copenhague - vers un accord global et équilibré. Je pense aux Etats-Unis et je me souviens encore du discours qu'a prononcé Barack OBAMA y compris en ma présence lors de ma visite d'Etat. Je pense à la Chine. Je rappellerai dans quelques jours le président Xi Jinping qui est

visite d'Etat. Je pense à la Chine. Je recevrais dans quelques jours le président Xi Jinping qui est particulièrement engagé dans cette direction. Je pense aussi aux pays d'Afrique. Il va y avoir le sommet entre l'Union européenne et l'Afrique dans quelques jours, j'y reviendrais.

Alors pour marquer notre volonté de trouver un accord, l'Europe devait elle-même déterminer sa position. Elle le fera par étape, c'est sa méthode. Nous aurions préféré tout de suite, au mois de mars, délibérer sur la position de l'Europe. En réalité il y aura trois temps et j'espère qu'un seul mouvement. Le premier temps, c'est aujourd'hui, c'est-à-dire la fixation des principes. Le second temps, ce sera au mois de juin pour déterminer les orientations précises. Et le troisième temps, ce sera la position de l'Europe, ce sera au mois d'octobre. Cela viendra après la conférence de l'ONU, avant donc la réunion de Paris.

D'ores et déjà, il y a eu plusieurs principes et des objectifs qui ont été posés. Le premier principe, c'est de tout faire pour respecter les objectifs que l'Europe s'est elle-même donnée : 80 % de réductions des émissions de CO₂ en 2050. Cela doit donc se traduire pour 2030 avec l'objectif d'une réduction de 40 % des émissions sur le sol européen. C'est un chiffre qui doit être comparé à ce qu'était le rejet des émissions de gaz à effet de serre en 1990. Voilà l'ambition que nous allons porter. Deuxièmement, cela suppose de réformer profondément le marché du carbone, de façon à ce que les industriels aient une prévisibilité, une visibilité sur ce que représente le coût de leurs émissions.

Deuxième objectif, intégrer les renouvelables dans la politique énergétique y compris en réformant les aides de l'Etat. Là aussi, c'était une position française. Elle a été adoptée au sein du Conseil. L'objectif, c'est d'atteindre 27 % de renouvelables dans le bilan énergétique au niveau européen en laissant chaque pays déterminer souverainement les moyens d'y parvenir. Ensuite, il y a l'objectif de l'efficacité énergétique. Nous aurons en France à le traduire dans la loi de transition. Là, il s'agit de faire toutes les économies possibles sur les consommations d'énergie, aussi bien celles des particuliers que celles des entreprises. Ceci permet de redonner du pouvoir d'achat, des marges de financement. Nous devons donc y mettre les instruments financiers indispensables.

Quatrième objectif, la recherche notamment pour le stockage des énergies doit être une recherche à l'échelle de l'Europe et à l'échelle de chacun de nos pays.

Enfin il y a la réduction de la dépendance énergétique. Il ne vous a pas échappé que ce débat a lieu au moment même où des inquiétudes sur l'approvisionnement en gaz d'une partie de l'Europe se lèvent. Certains pays peuvent, à un moment, hésiter en se posant des questions sur leur propre dépendance à l'égard du gaz. Il est donc très important que nous puissions assurer la sécurité des approvisionnements. C'est tout l'enjeu aussi des interconnexions auxquelles tiennent beaucoup de pays d'Europe du sud. Ils font valoir, non sans raison, que c'est une manière aussi de pouvoir fournir à l'Europe les produits énergétiques dont elle a besoin sans les risques qui sont aujourd'hui relevés. Il y aura donc un plan complet pour la réduction de la dépendance énergétique de l'Europe qui sera présenté au mois de juin.

Voilà ce qui a été décidé sur cette question importante. Je suis pleinement mobilisé parce que je veux que nous puissions aboutir à un accord en 2015. Non pas simplement, comme certains l'ont dit, parce que la France l'organise et que ce serait bon pour sa diplomatie même si nous avons pris le risque. Mais parce que je considère que, après l'échec de Copenhague, s'il y avait un échec à Paris, il n'y aurait plus d'engagement à l'échelle planétaire pour la réduction du réchauffement de la planète.

Nous avons enfin abordé la question de l'Afrique, puisqu'il y a, les 2 et 3 avril, le Sommet entre l'Union européenne et l'Afrique à un moment important où les yeux s'ouvrent sur ce qu'est l'Afrique. Bien sûr, nous parlons beaucoup des questions de sécurité, de terrorisme, parfois sur des réalités humanitaires qui sont particulièrement bouleversantes. Chacun les a à l'esprit. Mais l'Afrique, c'est un continent d'avenir. L'Afrique, c'est un enjeu de développement économique pour elle-même mais aussi pour l'Europe. C'est pourquoi des pays qui jusqu'à présent n'avaient pas les yeux tournés vers l'Afrique commencent à regarder vers elle. La France veut montrer aussi qu'elle a une politique africaine qui n'est pas simplement pour elle-même, mais dans la volonté d'associer l'Europe à cet enjeu-là.

Il y aura donc trois volets dans le sommet entre l'Union européenne et l'Afrique. Un volet sécuritaire : comment permettre à l'Afrique d'assurer sa propre défense par elle-même notamment par rapport aux nouvelles menaces (trafic, terrorisme, banditisme et parfois aussi piraterie). Le second volet, c'est l'économie. Et j'y ajoute le troisième volet que j'ai présenté et qui est le climat. Parce que s'il y a un continent qui souffre particulièrement du dérèglement du climat, c'est bien l'Afrique à travers la désertification et parfois aussi un certain nombre de catastrophes humanitaires.

Sur la Centrafrique, j'ai présenté l'état de la situation. Madame ASHTON ainsi que Monsieur Van ROMPUY ont pu aller dans le même sens que moi. Il y a une amélioration incontestable sur le plan de la sécurité aussi bien à Bangui que dans certaines villes. Mais il y a toujours des déplacements de population, il y a une crise humanitaire, il y a des difficultés notamment pour les Musulmans de pouvoir rester là où ils ont toujours vécu. Nous devons donc agir.

Il y avait vous le savez depuis plusieurs semaines la perspective d'une opération européenne. Elle doit pouvoir être maintenant non seulement décidée c'est fait, mais concrètement mise en œuvre. J'ai insisté là-dessus parce que c'est une question de crédibilité pour l'Europe. Bien sûr, l'Europe fait beaucoup, notamment sur le plan des crédits humanitaires. Mais elle doit aussi faire la démonstration que, sur le plan militaire, elle est capable d'apporter aux Africains un soutien indispensable.

Je recevrais pour ma part la présidente de la Centrafrique au début du mois d'avril, avant le Sommet. Au Sommet, je pense que nous aurons toutes les conditions pour aboutir sur cette opération qui va d'ailleurs être préparée, dès lundi prochain, avec les pays concernés.

Voilà ce que je voulais vous dire sur ce Conseil qui bien sûr a été essentiellement consacré, sur le plan politique, à l'Ukraine. Mais sur la question du climat et la question de la relation avec l'Afrique, il a aussi été un Conseil important. Je n'oublie pas les deux décisions qui ont été prises hier et qui sont peut-être passées inaperçues, compte tenu d'une actualité internationale et parfois nationale.

Il y a deux décisions qui sont majeures et qui sont le fruit de tout ce qui a été engagé depuis au moins deux ans : c'est d'abord la levée du secret bancaire dans tous les pays européens, et donc l'échange d'informations qui est maintenant institué dans tous les pays de l'Union et la seconde décision, c'est l'Union bancaire qui a fait l'objet d'un accord général entre le Parlement, le Conseil et la Commission.

Je ne vais prendre que deux, trois questions.»

QUESTION : « Monsieur le Président, sur l'Ukraine et les conclusions de ce Conseil, vous avez signé le volet politique, avec le Premier ministre ukrainien, qui est hautement symbolique. Mais n'est-il pas seulement symbolique ? Autrement dit, l'Union européenne veut une réponse graduée, mais est-ce qu'on n'est pas trop timide ? Surtout est-ce que cela va vraiment gêner aux entournures Vladimir POUTINE ? Est-ce que c'est en train de le pousser à la table des négociations ou pas ? »

LE PRESIDENT : « Cela, nous le verrons dans les prochains jours. Mais il était très important d'abord de prendre des sanctions. Il y en a d'immédiates. J'ai évoqué la liste des personnalités et les conséquences que nos décisions vont avoir pour leur circulation et pour leur patrimoine. Il y a également des suspensions de rencontres y compris de coopération qui pouvaient avoir lieu. Et puis, il y a le doute qui s'installe ... C'est le doute qui permet de revenir à la négociation, à la discussion, au dialogue, parce que nous avons demandé à la Commission européenne de préparer des mesures ciblées en cas de poursuite de la tension et de l'escalade.

Chacun doit donc bien réfléchir. Nous, nous l'avons fait à 28, ce n'est pas si simple ...

Le Président russe doit bien prendre en compte que la volonté du dialogue est là, que la volonté d'apaisement est également là. Il est nécessaire d'en terminer avec cette montée des tensions qui rappelle, effectivement, des moments particulièrement lourds de notre histoire récente je pense à la Guerre froide et qui ne peuvent pas durer sans conséquences, notamment économiques.

Aujourd'hui, la dissuasion n'est pas militaire, elle est économique. »

QUESTION : « Justement dans ce contexte, le 6 juin, c'est le 70ème anniversaire du Débarquement. C'est une célébration de la paix aussi. Est-ce que vous pouvez dans ce contexte continuer à inviter Vladimir POUTINE, dont vous dites vous-même qu'il a d'une certaine façon provoqué un regain de tension mondiale ? Et si vous me le permettez, une deuxième petite question : dimanche les Français sont appelés à voter et on dit que l'abstention menace. Est-ce que vous avez un message à adresser à vos concitoyens ? »

LE PRESIDENT : « Il n'y a pas de lien entre les deux questions j'imagine !

J'ai invité le président POUTINE pour les célébrations du Débarquement le 6 juin et je maintiens cette invitation, car là nous sommes dans une commémoration. Nous avons en partage les millions de morts qui ont été les victimes de ce conflit et aussi ses héros.

Nous devons effectivement trouver l'apaisement sur la question de l'Ukraine. Il peut y avoir des suspensions de rendez-vous, notamment pour ce qui concernait la réunion entre l'Union européenne et la Russie. Mais, pour ces commémorations, nous devons tout faire pour que ce soit l'esprit de paix qui l'emporte. Nous ne devons pas considérer seulement la Russie d'aujourd'hui pour laquelle nous avons d'ailleurs de l'amitié mais aussi la Russie qui a été solidaire de la France dans l'épreuve et qui a payé un lourd tribut pour lutter contre le nazisme.

Sur la seconde question, je ne crois pas que ce soit le cadre, ici, à Bruxelles. Mais chacun doit penser à faire son devoir. Et son devoir, c'est de s'exprimer, toujours de s'exprimer. Je parlais de l'élection présidentielle en Ukraine Elle doit être le rendez-vous pour les Ukrainiens, pour donner leur vision de leur propre pays.

En France, il ne s'agit pas de cela, il s'agit d'élections locales. Mais quand chacun a les moyens de changer une partie de la vie quotidienne à travers son vote, à chaque citoyen de saisir cette opportunité. »

QUESTION : « Le ministre de la Défense Jean-Yves Le DRIAN a annoncé aujourd'hui l'envoi d'avions de chasse français en Pologne et aux Pays baltes. Est-ce que vous pouvez nous expliquer dans quel cadre ces annonces se situent ? Est-ce qu'il ne faut pas y voir finalement le signe d'une escalade militaire qui est en cours malgré tout ? »

LE PRESIDENT : « Sûrement pas de notre côté. Il s'agit simplement d'assurer à nos amis, à nos alliés, l'expression de notre solidarité et de veiller à ce que des exercices liés à la sécurité puissent être menés. Il n'y a pas d'autre message que celui-là. C'est une preuve de coopération et de solidarité »

QUESTION : « Sur l'opération Eufor en République centrafricaine, je voulais savoir si vous espériez d'ici lundi avoir les quelques effectifs qui vous manquent ? Est-ce que vous avez eu des rencontres bilatérales ? »

LE PRESIDENT : « Oui. »

QUESTION : « Avec des chefs qui vous ont fait des engagements, soit fermes soit politiques ? »

LE PRESIDENT : « J'ai insisté là-dessus au cours de ce Conseil auprès de chefs de gouvernement qui avaient déjà fait des gestes ou qui avaient émis des promesses, pour que nous puissions, lundi, avoir les effectifs suffisants.

Il faut 500 personnels, il y en a pour l'instant 375. Il y a donc un effort à faire. Je pense que l'appel que j'ai lancé qui a été relayé par Monsieur Van ROMPUY et Madame ASHTON sera à mon sens entendu. Il s'agit non pas de troupes combattantes mais essentiellement de personnels qui pourraient se déployer pour le transport, notamment des troupes africaines, pour la logistique et pour la santé.

C'est une opération très importante, non pas pour la France la France est présente, elle fait là aussi son devoir mais pour l'Europe, notamment à la veille de cette rencontre entre l'Europe et l'Afrique ».